

Cours d'introduction à l'économie

Pr. MAJIDI
Fouzia

Cycle Fondamental : Sciences économiques et gestion « S1 »
Groupes 1,2,3 et 4

Chapitre n°2 : Les écoles de la pensée économique.

Aristote et Platon, dans la Grèce antique, rédigèrent des traités qui incluaient des considérations sur la richesse, la propriété et le commerce. On doit aux Grecs la première réflexion sur les choses économiques, de même que le mot lui-même qui, à l'époque, désigne une économie domestique au service de la cité. Au moyen Âge, la théorie économique fut dominée par les prescriptions émanant de l'Église catholique, qui, par le biais du droit canon, condamnait l'usure (intérêt pris sur une somme d'argent prêtée) et considérait que le commerce était une activité inférieure, dans une échelle de valeurs où l'agriculture occupait le sommet. Cette conception de l'économie, dont le caractère restrictif peut surprendre aujourd'hui, est en accord avec les conditions de son temps : la société féodale est alors dominée par l'Église qui bénéficie du statut du plus important propriétaire foncier à une époque où l'agriculture constitue la principale activité productive de l'Homme.

L'économie en tant que science moderne est née avec le traité intitulé Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations 1776, du philosophe et économiste écossais Adam Smith, dont la réflexion avait été annoncée par le mercantilisme et les idées des physiocrates.

Section n°1 : L'apport des mercantilistes.

De l'italien « mercante » qui signifie « marchand », les mercantilistes se demandaient comment augmenter la richesse de l'État. Ils ont défini des concepts permettant d'expliquer la richesse des nations. Selon eux, les objectifs visés sont simples : richesse et puissance et pour ce faire, on compte trois facteurs de croissance : abondance en hommes, abondance en argent et intervention étatique.

- ✓ Abondance en hommes car il faut une main d'œuvre importante. ;
- ✓ Abondance en argent, signe de richesse et de puissance d'une nation ;
- ✓ Intervention de l'État notamment en matière de commerce extérieur.

Cette croissance devait reposer sur le commerce local et international ainsi que sur une course vers l'industrialisation. L'État joue donc un rôle majeur dans la course à la richesse : c'est à lui que revient le devoir de stimuler l'activité économique et l'emploi. Il doit aider et protéger les entreprises et être centralisé pour pouvoir imposer sa politique et contrôler les échanges commerciaux. On peut distinguer divers types de mercantilismes :

Le bullionisme, représenté en Espagne et en Italie (notamment par Giovanni Botero), postulant que la seule richesse de l'État et des agents économiques réside dans l'or, prohibait absolument toute sortie de métal précieux et préconisait de payer toute importation en marchandises et non en monnaie. Les courants les plus représentatifs du mercantilisme, ceux qui connurent l'application la plus complète et la plus durable, se rencontrèrent en Angleterre et en France. Le commercialisme, préconisé en Angleterre par des économistes comme Josiah Child, William Petty et Gregory King, mettait l'accent sur le développement du commerce : l'accroissement de la richesse passait par un excédent des exportations, acquittées en monnaie, sur les importations, dont le paiement devait favoriser l'achat de produits anglais. L'État avait en outre pour mission d'assurer l'approvisionnement de l'économie en moyens de paiement afin de permettre la baisse des taux d'intérêt et de favoriser ainsi l'investissement.

L'autre courant principal du mercantilisme est né en France, à partir des travaux de Jean Bodin, et fût marqué par les apports d'Antoine de Montchrestien, auteur du *Traité d'économie politique* (1615) et de Barthélemy de Laffemas. Insistant moins sur le développement du commerce que sur l'accroissement et la qualité de l'offre, ce courant prônait la transformation directe des matières premières dans le cadre exclusif de la nation, la protection des manufactures et des industries nationales par des droits de douane, le développement des importations de matières premières et des exportations de produits manufacturés. Ce type de mercantilisme peut être qualifié d'industrialiste.

Tous partagent l'analyse selon laquelle la richesse nationale, qui fonde la puissance d'un pays, réside dans sa capacité à attirer sur son territoire les métaux précieux. L'objectif principal de la politique économique devient alors de produire plus dans le cadre national pour conquérir de nouveaux marchés à l'extérieur, de manière à accumuler des excédents et parvenir ainsi à un solde positif de la balance commerciale.

Le mercantilisme fut appliqué dans la plupart des pays européens entre le XVI^{ème} et le XVIII^{ème} siècle. Coïncidant avec l'apparition des états-nations et les premières manifestations

du capitalisme moderne, il favorisa les premières descriptions portant sur le rôle de la monnaie et de la production, ainsi que les premières analyses du circuit économique. Il constitua ainsi une étape majeure dans l'élaboration de la science économique moderne.

Section n°2 : L'apport des physiocrates.

La physiocratie c'est-à-dire gouvernement par la nature est une école de pensée économique et politique née en France vers 1750, qui a connu son apogée au cours de la seconde moitié du XVIII^{ème} siècle, et qui est à l'origine de la conception moderne de l'économie.

En opposition aux idées mercantilistes, les physiocrates considèrent que la richesse d'un pays consiste en la richesse de tous ses habitants et non seulement celle de l'État. Cette richesse est formée de tous les biens qui satisfont un besoin et non de métaux précieux qu'il faudrait thésauriser. La richesse doit être produite par le travail.

Pour les physiocrates, la seule activité réellement productive est l'agriculture. La terre multiplie les biens : une graine semée produit plusieurs graines. Au final, la terre laisse un produit net ou un surplus. L'industrie et le commerce sont considérés comme des activités stériles car elles se contentent de transformer les matières premières produites par l'agriculture.

Exemple : l'existence des profits industriels n'empêche pas que l'industrie soit stérile. Car cette richesse ne reflète pas une création de valeur. Elle est le fruit de circonstances contingentes, la rémunération d'un goût pour le risque. De même, les physiocrates estiment que la richesse des uns masque les pertes des autres.

La physiocratie distingue trois classes d'agents économiques :

1. La classe des paysans, qui est la seule productive (producteurs terriens) ;
2. La deuxième classe est appelée stérile, elle est composée des marchands et des "industriels" ;
3. La troisième classe est celle des propriétaires.

Le courant physiocrate naît dans une période de déclin de l'agriculture alors que 80% du revenu national dépend de ce secteur. Les physiocrates considéraient que ce déclin était,

en grande partie, issu du fort interventionnisme de l'État dans l'agriculture qui mettait en place, par exemple, des permis d'exploitation, des droits de douane internes, des quotas de production, ou qui limitait ou interdisait certains types de cultures selon la région. Les physiocrates réclamaient donc la liberté de commerce et d'exploitation des produits agricoles. Plus généralement, ils affirment que la meilleure façon de maximiser la richesse de tous est de laisser chacun agir à sa guise selon ses moyens et mettent ainsi au premier plan la liberté du commerce comme principe de politique économique.

Selon les physiocrates, il existe un ordre naturel gouverné par des lois. Le rôle des économistes est de comprendre et de révéler les lois de la nature telles qu'elles opèrent dans la société et dans l'économie. C'est de montrer comment ces lois opèrent dans la formation et dans la distribution des richesses. Pour les physiocrates il y a des lois économiques, de même qu'il y a des lois physiques ou physiologiques.

Les physiocrates ont fortement influencé la pensée économique par le développement de trois idées principales

1. La notion de loi en économie : Pour les physiocrates, les lois de l'économie existent et sont immuables. Mais ce ne sont pas les lois du marché telles que nous les connaissons aujourd'hui. Ce sont des lois naturelles et irrévocables ;
2. Le calcul économique rationnel : L'ordre naturel des physiocrates est providentiel. Il se fonde sur l'harmonie des intérêts privés et publics. La science économique peut en appréhender quantitativement les éléments : « La science économique s'exerçant sur des objets mesurables est susceptible d'être une science exacte et d'être soumise au calcul ». Quesnay peut être considéré comme l'un des précurseurs du calcul économique rationnel qui déboucha par la suite sur la notion de maximisation sous contrainte (il est dans la nature humaine de maximiser son intérêt personnel) ;
3. La valeur-travail : Quesnay mesure la valeur des productions à partir de la quantité de travail nécessaire pour les produire. Ainsi la théorie de la valeur-travail est mise au service de l'agriculture et de la propriété foncière.

Section n°3 : L'école classique.

L'école classique en économie regroupe des économistes du XVIII^e siècle et du XIX^e siècle. Ses membres les plus importants sont : Adam Smith (1723-1790), David Ricardo (1772-1823), Thomas Malthus (1766-1834), John Stuart Mill (1806-1873), Jean-Baptiste Say (1767-1832) et Frédéric Bastiat (1801-1850). Le terme a été employé pour la première fois par Marx dans le Capital.

La pensée économique classique se développe en même temps que naissent la société industrielle et le capitalisme moderne. Ces penseurs sont principalement des philosophes ou des praticiens. Ils cherchent avant tout à expliquer les phénomènes de croissance, de développement et de répartition des richesses entre les différentes classes sociales.

Les économistes classiques voient tous les phénomènes économiques comme interdépendants et veulent proposer une théorie générale intégrant tous les phénomènes économiques. À la suite des Physiocrates, ils croient à l'existence de lois valables à toutes les époques et dans toutes les régions du monde et cherchent à les identifier. Nous présenterons dans cette section l'apport de Smith, Ricardo, Malthus et J. B. Sais.

1. L'apport d'A. Smith.

Avec « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations » (1776), A. Smith est le premier représentant du libéralisme économique. Mais il est avant tout un philosophe, et il publie au préalable la théorie des sentiments moraux (1759). Dans cette œuvre, il montre que la sympathie pour autrui et le jugement des autres exercent une influence essentielle sur les actes humains.

Question centrale chez A. Smith est celle de l'origine de la croissance économique :

- La division du travail est l'élément essentiel donc il faut une économie de marché ;
- La main invisible du marché assure la meilleure allocation possible des ressources disponibles ;
- Théorie des avantages absolus.

1.1. La nature de la richesse chez A. Smith

Le point de départ de Smith est constitué par une opposition aux mercantilistes. La richesse n'est plus l'or et l'argent. Ce sont les biens réels, d'où le terme de richesse réel. Étant donné que la richesse est l'ensemble des choses nécessaires à la vie, un pays riche est un pays

où les individus ont un niveau de vie élevé. A ce niveau deux questions deviennent importantes :

- Comment est produite la richesse ?
- Comment augmenter la production de la richesse ?

A la première question A. Smith donne la réponse suivante : « Le travail produit les choses nécessaires à la vie », donc la richesse est produite par le travail. Pour A. Smith l'achat d'un bien correspond au fait de commander le travail de celui qui a produit le bien. Cette notion de commandement de travail d'autrui nous donne une relation de pouvoir entre celui qui commande le travail et celui qui exécute le travail. Être riche dans ce cas c'est avoir le pouvoir de commander le travail des autres. Ici la relation d'échange est interprétée comme une relation de pouvoir. On passe de la définition de la richesse comme des objets à une conception de la richesse comme un rapport entre les individus.

A la seconde question qui concerne l'organisation de la richesse, A. Smith répond : « on augmente le produit de la richesse, en augmentant la productivité du travail. Le moyen pour augmenter la productivité de travail c'est la division de travail »

La division de travail provient de l'existence de l'échange : l'individu est naturellement un échangiste et l'existence de l'échange est expliquée par le fait que l'individu parle (la parole est un échange d'idées). Donc l'échange est un acte naturel. Le développement de l'échange aboutit à la spécialisation dans certaines productions ce qui est à l'origine de la division de travail. Ainsi la division de travail est limitée par le volume de l'échange et donc par la dimension du marché. Plus les hommes sont nombreux, plus ils peuvent se diviser les tâches. Si le marché n'est pas assez grand, le surplus de production permis par une division du travail toujours accrue ne trouvera pas d'acheteurs. Le principe qui donne lieu à la division du travail est l'intérêt réciproque ; "donnez-moi ce dont j'ai besoin et vous aurez de moi ce dont vous avez besoin vous-mêmes". Ce n'est pas de la bienveillance du boucher et du boulanger, que nous attendons notre dîner mais bien du soin qu'ils apportent à leurs intérêts. Nous ne nous adressons pas à leur humanité, mais à leur égoïsme.

Ainsi chaque individu subsiste par l'échange et devient un marchand et la société elle-même une société marchande. Donc étudier le marché c'est étudier la société.

La division technique du travail permet un accroissement de la productivité du travail. Il y a, selon A. Smith, deux raisons principales à cela :

- En développant l'habileté du travailleur : en se spécialisant sur une seule tâche qui devient ainsi plus simple à réaliser, l'ouvrier améliore sensiblement son habileté dans le travail en permettant un gain de temps.
- La spécialisation conduit à une suppression des temps morts. Ces derniers apparaissent dès lors qu'un ouvrier passe d'une tâche à une autre (changement d'outils, d'atelier, etc.). Ils sont mécaniquement supprimés avec la spécialisation.

Grâce aux grandes séries qu'elle permet, la production de masse est le facteur décisif de réduction des coûts dans la production industrielle, parce qu'elle diminue le temps de travail nécessaire par unité produite.

1.2. La main invisible et le libéralisme chez A. Smith.

Cette approche est celle du libéralisme classique. La main invisible serait une métaphore par laquelle Smith signifierait que les marchés sont autorégulateurs et conduiraient à l'harmonie sociale. Selon cette interprétation, Smith demanderait dans « la Richesse des nations » sur la manière d'harmoniser les intérêts égoïstes des individus.

Dans la recherche de l'intérêt personnel, l'individu cherche à augmenter le revenu national, il est "conduit par une main invisible à remplir une fin qui ne rentre nullement dans ses intentions. L'égoïsme d'un individu seul est nuisible, mais la confrontation des égoïsmes mène à l'intérêt général. Si un producteur tente d'abuser de sa position et fait monter les prix, des dizaines de concurrents tout aussi avides de profit en profiteront pour conquérir le marché en vendant moins cher. La main invisible oriente donc le travail vers l'usage le plus utile à la société car c'est aussi celui qui est le plus rentable. Elle règle avec justesse aussi bien les prix, que les revenus et les quantités produites.

A. Smith avancerait donc l'idée d'un marché autorégulateur. Il s'agit ici de refuser toute intervention dans le fonctionnement de la société. Ce dernier est produit et réglé par le marché. L'État doit respecter la liberté naturelle des citoyens et doit être uniquement un État gendarme : défense des droits de propriété, défense publique et production des biens collectifs.

1.3. La théorie des échanges absolus.

La thèse d'A. Smith sur le commerce international se fonde sur une évidence a priori : il est prudent « de ne jamais essayer de faire chez soi la chose qui coûtera moins à acheter qu'à faire ». Ainsi, l'analyse des relations économiques internationales répond à la même problématique que celle développée dans un cadre national : comment satisfaire un maximum de besoins avec des ressources limitées ? Il se fonde donc sur les mêmes principes (liberté individuelle, recherche du profit, concurrence) pour inciter les États à se spécialiser sur les productions sur lesquelles ils bénéficient d'un avantage absolu.

Du fait notamment de dotations initiales en ressources naturelles favorables, ou d'une avance technologique, les pays disposent d'un certain nombre de secteurs d'activité pour lesquels ils bénéficient d'un avantage absolu, c'est-à-dire pour lesquels les entreprises nationales produisent à un coût de production inférieur à celui d'une entreprise étrangère. En conséquence, chaque nation doit chercher à se spécialiser dans les secteurs d'activité pour lesquels elle dispose de cet avantage absolu. De ce fait, si cette spécialisation se met en place entre les différentes nations participant aux échanges internationaux, il se crée ainsi une division internationale du travail fondée sur les avantages comparatifs dont dispose chaque nation à un moment donné.

Cette division internationale, non seulement favorise une allocation optimale des ressources au niveau mondial, mais en plus est favorable pour l'ensemble des nations participant aux échanges.

2. L'apport de D. Ricardo.

David Ricardo, économiste anglais du XIX^e siècle, est l'un des économistes les plus influents de l'école classique aux côtés d'Adam Smith et Thomas Malthus. Il a été agent de change et député.

2.1. Théorie de la valeur.

Au départ de la théorie ricardienne de la valeur se trouve Smith et son opposition entre valeur d'usage et valeur d'échange. La valeur d'usage d'une marchandise, c'est l'utilité que la marchandise nous procure. La valeur d'échange c'est la valeur contre laquelle elle peut s'échanger, c'est-à-dire son pouvoir d'acheter d'autres biens. Smith, que Ricardo suit entièrement sur ce point, refuse d'envisager l'utilité comme la source de la valeur. C'est ce

qu'il montre dans son célèbre paradoxe du verre d'eau et du diamant. Le diamant a beaucoup moins de valeur d'usage que le verre d'eau, pourtant on peut acheter beaucoup plus des choses avec un diamant qu'avec un verre d'eau. Autrement dit, valeur d'usage et valeur d'échange sont déconnectées, et seule compte la valeur d'échange.

Ricardo introduit une première distinction importante entre biens reproductibles et biens non reproductibles : « possédant de l'utilité, les marchandises tirent leur valeur d'échange de deux sources : de leur rareté, et de la quantité de travail nécessaire à leur production. ». Les biens non reproductibles (œuvre d'art, etc.) voient effectivement leur valeur déterminée par leur rareté. Une fois délimité le champ d'application de sa théorie de la valeur aux seules marchandises reproductibles, Ricardo pose les bases de la valeur en se fondant sur le travail : « la valeur d'une marchandise, ou la quantité de n'importe quelle autre marchandise contre laquelle elle s'échange, dépend de la quantité relative de travail qui est nécessaire à sa production, et non de la plus ou moins grande compensation qui est payée pour ce travail ».

Ricardo aborde ensuite deux problèmes cruciaux. Tout d'abord l'hétérogénéité du travail. Les travaux ne sont pas les mêmes, comment donc déterminer la valeur d'échange de deux marchandises qui nécessitent des types de travaux distincts pour leur production ? Ricardo ne répond pas directement à cette objection, mais indique que l'argument n'invalide pas sa théorie car la réalité montre que deux biens semblables réalisés à partir de travaux hétérogènes n'ont pas la même valeur. Deuxième problème : les marchandises ne sont pas faites qu'avec du travail, mais aussi avec des machines. Comment estimer alors la valeur d'une marchandise ? La réponse de Ricardo tombe sous le sens : une machine est faite de travail, c'est du travail indirect. La valeur d'une marchandise est donc la somme du travail direct et indirect nécessaire à sa production.

2.2. Théorie de la répartition.

Au centre de l'œuvre de Ricardo se place sa théorie de la répartition de la richesse entre les classes sociales. Ricardo distingue trois types de revenus :

2.2.1. La rente.

La rente c'est ce qu'on paie aux propriétaires terriens pour exploiter la terre. Au fur et mesure que la fertilité augmente, la rente augmente.

2.2.2. Les salaires.

Le prix naturel c'est le salaire de subsistance, c'est-à-dire assez pour que l'ouvrier puisse vivre et entretenir sa descendance. Donc le salaire dépend du prix des biens nécessaires à l'ouvrier et à sa famille. Ce salaire peut être différent selon les périodes, c'est un minimum sociologique.

Le prix courant c'est le salaire qui se fixe en fonction du jeu de l'offre et de la demande sur le marché du travail. Il tend à se rapprocher du prix naturel même si la croissance peut être favorable aux salariés car dans ces périodes, le salaire se fixe à un prix courant supplémentaire au prix naturel.

2.2.3. Les profits.

Ricardo part du principe que chaque entrepreneur essaie de placer son capital de la manière la plus avantageuse. Pour Ricardo, plus les salaires sont élevés, plus les profits sont bas. Or, les salaires dépendent du prix des biens en particulier du prix du blé, donc dépendent de la rente. Donc indirectement, plus la rente est élevée, plus le profit est bas

Ricardo estime que le capitalisme est voué à la convergence vers un état stationnaire, c'est-à-dire que les raisons d'accumuler le capital s'épuisent, donc que le taux de profit diminue. Pour expliquer ce phénomène, Ricardo part des salaires. Car rien ne peut affecter les profits si ce n'est les salaires. Au cours du processus de croissance, la population a tendance à augmenter. Cet accroissement de la population se traduit à son tour par un accroissement de la demande de biens de subsistances ce qui conduit à la hausse du prix des subsistances. Cette hausse du prix des biens de subsistance se répercute à son tour par une hausse du salaire naturel. Et cette hausse du salaire naturel conduit à la baisse des profits étant donné que le profit n'est qu'un solde entre prix naturel des marchandises produites et salaire naturel.

La hausse du prix des biens agricoles et la mise en culture de terres moins fertiles ont en outre pour effet d'accroître les rentes foncières. Donc, tandis que les profits baissent et que le salaire naturel n'augmente que proportionnellement à la hausse du prix des subsistances les propriétaires fonciers apparaissent paradoxalement comme les grands gagnants du processus d'accumulation du capital.

L'analyse de Ricardo a été mise en défaut par l'évolution réelle des économies européennes à travers la révolution industrielle et la dynamique du progrès technique.

2.3. La théorie des avantages relatifs.

David Ricardo applique l'approche d'Adam Smith à une situation où un pays dispose d'un avantage absolu dans tous les domaines de production. Selon A. Smith, cette situation conduirait à ce que le pays le plus compétitif produise l'ensemble des biens de production. Or la réalité est différente. D. Ricardo en cherche donc les raisons et tend par la même à démontrer que les États ont toujours intérêt à échanger, même si l'un est plus compétitif que l'autre dans tous les domaines.

Au concept d'avantage absolu, Ricardo propose le concept d'avantage relatif en disant qu'un pays dispose d'un avantage comparatif relatif par rapport à un autre pays dans la production où son coût de production est le moins éloigné de celui du pays le plus compétitif, c'est-à-dire dans la production où l'écart de coût entre les deux pays est le plus faible.

Chaque pays va donc devoir se spécialiser et échanger même si un pays est moins productif que l'autre dans toutes les productions. En effet, cette spécialisation permettra globalement d'économiser des facteurs de production. La division internationale du travail reste donc souhaitable mais diffère de celle qui découlerait de l'analyse fondée sur la théorie des avantages absolus.

3. L'apport de J-B Say.

Jean-Baptiste Say est considéré comme le principal économiste classique français. Say défend une pensée économique libérale : il met en avant la propriété privée, la libre-concurrence et un rôle de l'État aussi limité que possible. Il se situe en fait dans le prolongement direct de l'école d'économie politique libérale.

3.1. Richesse et production chez J. B. Say.

La richesse est définie par Say comme l'ensemble des biens « qui ont une valeur qui leur est propre, et qui sont devenus la propriété exclusive de leurs possesseurs ». En d'autres termes, les richesses sont les choses que nous possédons et qui ont une valeur. La référence au principe de propriété permet à Say de distinguer deux sortes de richesses : les richesses naturelles que la nature nous donne gratuitement comme l'air que nous respirons et les

richesses sociales que nous acquérons par des services productifs, par des travaux. Les premières ne peuvent pas entrer dans la sphère de l'économie politique car qu'elles ne peuvent être ni produites, ni distribuées, ni consommées » Ainsi, le motif qui fait que des choses sont demandées, est leur utilité.

L'utilité d'un bien est cependant liée à la production : produire, c'est en effet donner de la valeur aux choses en leur donnant de l'utilité. J-B Say distingue trois manières de produire : par l'industrie agricole, par l'industrie manufacturière et par l'industrie commerciale. On parle alors de production lorsque la valeur que peut espérer l'entrepreneur, est suffisante pour rembourser tous les frais de sa production.

3.2.Echange et demande chez Say.

Pour Say, la valeur de chaque chose est le résultat de l'évaluation contradictoire faite entre celui qui en a besoin, ou qui la demande, et celui qui la produit, ou qui l'offre. Plus précisément, Say considère que la demande est fonction des besoins. Le besoin est relatif aux goûts particuliers des consommateurs. Or, selon Say, ces derniers ne peuvent acquérir les produits dont ils ont envie qu'en offrant d'autres produits de leur propre création. Cette contrainte implique que les consommateurs sont obligés de faire une sorte de classement de leurs besoins pour satisfaire ceux auxquels ils attachent plus d'importance, préférentiellement à ceux auxquels ils en attachent moins. Ce classement détermine les quantités effectivement demandées de chaque produit dans un lieu et dans un moment précis.

De la même manière, l'offre correspond à la quantité de marchandises en circulation c'est-à-dire la quantité d'une marchandise que ses possesseurs actuels sont disposés à céder en échange d'une autre. Comme cette quantité est fonction des frais engagés pour la produire, on pourrait en déduire que ce sont les frais de production qui détermine la valeur courante des marchandises.

Il en résulte que la valeur courante d'une marchandise ne saurait être différente de la valeur des services productifs qui ont permis de l'obtenir. Donc, il y a un ajustement entre l'offre et la demande. On retrouve ainsi l'image de la monnaie voile qui conduit à l'expression traditionnelle de la loi des débouchés selon laquelle, une fois les échanges terminés, il se trouve toujours qu'on a payé des produits avec des produits. C'est-à-dire que la gestion de quantité de monnaie en circulation dans l'économie d'un pays n'a aucun impact sur le niveau

de production. On vend un produit, non pas pour récupérer de la monnaie, mais pour pouvoir en acheter un autre.

La loi des débouchés est essentielle pour les économistes libéraux et peut se résumer ainsi : toute offre crée sa propre demande. En pratique une entreprise qui met un bien sur le marché donne l'équivalent de sa valeur à ses salariés et à ses propriétaires. Cette loi traduit l'idée que la production donne lieu à une création de revenu d'égale valeur qui permet d'acheter cette production.

4. Malthus et les rapports entre la population et la production.

Thomas Robert Malthus est un pasteur et un économiste britannique de l'école classique. Il est connu surtout pour ses travaux sur le problème des rapports entre la population et la production. Malthus a établi une théorie qui démontre que la croissance démographique affecte la croissance économique.

La théorie de Malthus repose sur trois propositions :

- **La loi de la population** : elle pose que lorsque la population n'est pas arrêtée par aucun obstacle, elle double tous les 25 ans et croît selon une progression géométrique. Si les hommes suivent leurs instincts naturels, ils vont donner naissance à un nombre croissant d'enfants, sans tenir compte de leur capacité à les nourrir.
- **La loi de la production** : Selon Malthus les moyens de subsistance augmentent selon une progression arithmétique. Ce pessimisme de Malthus est propre à la plupart des auteurs classiques qui postulent l'existence de loi des rendements décroissants (pouvant même déboucher selon Ricardo sur un état stationnaire). Malthus considère donc qu'on se situe dans le cadre d'une croissance dans laquelle le progrès technique est limité, voire inexistant (cette hypothèse est fondamentale pour comprendre Malthus).

Résultat : de ces deux effets Malthus estime que plus la population augmente plus l'écart entre la production agricole (offre de produit) et les besoins de la population en produits de subsistance (la demande de produits) s'accroît. La ration alimentaire va donc diminuer, ce qui débouche obligatoirement sur des situations de famine. Celle-ci exerce une régulation naturelle de la population en adoptant le nombre d'individus à nourrir aux capacités de production, en éliminant le surplus de population.

Section n°4 : Les néoclassiques.

Walras, Jevons et Mengel, à partir de 1870, ont fondé l'école marginaliste. Le point de départ des marginalistes consiste à analyser la fonction d'utilité. Les marginalistes pensent que la valeur des choses ne dépend pas réellement de leur coût de production mais de leur utilité. Les marginalistes distinguent l'utilité totale de l'utilité marginale.

1. Le cadre général du modèle néoclassique : la richesse sociale et sa théorisation.

Dans son livre « Elément d'économie politique pure », Walras affirme « j'appelle richesse sociale, l'ensemble des choses matérielles ou immatérielles qui sont rares, c'est-à-dire qui d'une part nous sont utiles, et qui d'autre part n'existent à notre disposition qu'en quantités limitées ». La richesse est alors définie par la rareté. Cette dernière est composée de deux éléments : l'utilité et la limitation de la quantité. A partir de ces données les néoclassiques vont construire une structure économique de la société qui comprend trois facteurs :

- L'appropriation (propriété) : L'appropriation ne porte pas sur les objets inutiles et dont la quantité n'est pas limitée. L'appropriation vise avant tout la satisfaction des besoins individuels. Ceci nous renvoie au deuxième facteur ;
- L'échange : en s'appropriant les choses utiles et limitées en quantité, les individus disposent de quelque chose dont certains autres sont dépourvus. C'est pour cette raison que lorsqu'elles ne sont pas destinées à la consommation, ces choses peuvent servir à se procurer d'autres choses utiles et rares et cela par l'échange. Ainsi, l'échange découle de l'appropriation qui découle elle-même de la rareté. C'est donc un phénomène naturel. Il s'agit ici de la valeur d'échange ou du prix. Ce dernier est considéré comme une caractéristique spéciale du produit rare. D'ailleurs Walras le dit clairement lorsqu'il définit la richesse sociale : « l'ensemble de toutes les choses matérielles ou immatérielles qui sont susceptibles d'avoir un prix parce qu'elles sont rares et en quantités limitées »
- La production : Si la richesse sociale est définie à partir des concepts d'utilité et de limitation de la quantité, il est évident que la production vise à augmenter la richesse sociale et aura comme objectif la multiplication des biens rares. C'est ce que Walras appelle industrie.

L'étude de la société pour les néoclassiques devient alors l'étude des mécanismes de marché. A ce propos voilà ce que Walras affirme « le monde peut être considéré comme un vaste marché composé de divers marchés spéciaux où la richesse sociale se vend ou s'achète et il s'agit pour nous de reconnaître ses lois suivant lesquelles ces ventes et achats tendent d'eux-mêmes à se faire ». Pour Walras c'est l'offre et la demande sur le marché qui détermine l'ensemble des grandeurs économiques.

2. Le modèle néoclassique : sa logique et ses hypothèses.

La théorie néoclassique cherche l'explication des phénomènes économiques au niveau des comportements individuels guidés par le principe de rationalité. On dit encore que c'est une analyse en termes de marché ou en termes de prix.

1) Les individus réagissent aux informations que donne le marché sur le prix. Le marché est le lieu de rencontre entre l'offre et la demande qui réagissent en fonction du prix. On présente généralement deux fonctions de type :

$$O = f(p) \quad \text{et} \quad D = f(p)$$

L'équilibre général est la formation d'un prix d'équilibre sur chacun des marchés existants. La théorie néoclassique identifie 4 marchés : marchés des biens et services, marché du travail, marché des titres, marché de la monnaie.

Les agents économiques sont à la fois demandeur et offreur sur l'ensemble des marchés (ainsi les ménages demandent des produits sur le marché des biens, offrent leur force de travail sur le marché du travail, demandent des actifs financiers sur le marché des titres, demandent de la monnaie). La théorie néoclassique insiste sur l'interdépendance des 4 marchés, en précisant (grâce aux égalités comptables emplois/ ressources des agents) que l'équilibre sur les marchés du travail, de la monnaie et des titres, permet de conclure que le marché des biens et services est également en équilibre.

2) La théorie néoclassique est normative dans la mesure où les équilibres ne sont pas ce qui est, mais ce qui doit être. Il faut donc modifier le réel dans le sens des hypothèses du modèle. Le modèle couramment utilisé est le modèle de concurrence pure et parfaite. Sur le marché, le prix est unique compte tenu de la rationalité des comportements sous les hypothèses :

- De fluidité du marché (circulation de l'information) ;
- De transparence du marché (l'information est disponible à tous) ;
- D'atomicité de l'offre et la demande (aucun agent ne peut agir sur le marché) ;
- D'homogénéité des produits (produit standard) ;
- D'absence de barrières à l'entrée.

En concurrence pure et parfaite, le prix devient une donnée pour les agents économiques considérés individuellement. Le prix unique garantit au producteur que toute la production qu'elle offre, trouvera un débouché à ce prix.

3) Dans la théorie néoclassique, le modèle de l'Homo-oeconomicus insiste sur le fait que tout comportement relève d'un calcul, d'un choix explicite ou implicite. Ainsi derrière l'offre et la demande du marché, il y a des agents économiques calculateurs :

- Les consommateurs cherchent à maximiser leur utilité, compte tenu de la contrainte de leurs revenus. En fait, les consommateurs sont placés perpétuellement devant des choix à effectuer entre plusieurs biens (ici les biens X et Y). Compte tenu de la contrainte de revenu, si le consommateur décide d'acheter plus de biens X, il devra renoncer à une certaine quantité de bien Y. La variation du prix des biens X et Y (que l'on qualifie d'effet de substitution) ou la variation du revenu (effet revenu) desserre ou resserre la contrainte qui pèse sur le consommateur.

En utilisant le calcul à la marge, les néoclassiques ont montré que l'utilité marginale, qui représente la valeur à laquelle le consommateur estime le bien, est décroissante en fonction des quantités consommées. Ainsi l'utilité totale croît, mais l'accroissement de la dernière unité (utilité marginale) est de plus en plus faible pour les biens qui existent en quantité illimitée (principe de satiété du consommateur).

- Les producteurs cherchent à maximiser leurs profits compte tenu de la contrainte de leur fonction de production. Cette fonction de production est dite à facteurs substituables (c'est-à-dire que le producteur recherche la meilleure combinaison de travail et de capital).

Le prix du marché résulte de l'égalisation entre le coût marginal et l'utilité marginale, qui appréhendée du point de vue du producteur, prend le nom de recette marginale.

La théorie néoclassique se décline en plusieurs écoles de pensée : les monétaristes (Milton Friedman), les tenants de l'économie de l'offre (Laffer), la nouvelle école classique (D. Lucas, R. Barro, T. Sergent).

Section n°5 : L'école Marxiste.

Marx fut à la fois philosophe, historien, sociologue et économiste. Son analyse repose sur une théorie de l'histoire qui fait de la dynamique de l'économie le fondement de l'évolution des sociétés. Il construit ainsi un modèle économique pour expliquer ce qu'il appelle mode de production capitaliste. Celui-ci se caractérise par une exploitation de l'homme par l'homme. A long terme, ce système est condamné en raison de contradictions internes et devra laisser la place à autre mode de production, le socialisme.

1. Les concepts fondamentaux de l'analyse de K. Marx.

1.1. La loi de la valeur des marchandises.

Marx reprend la valeur-travail de Ricardo selon laquelle le prix de la marchandise gravite autour de sa valeur. Il ajoute que celle-ci est égale à la quantité de travail socialement nécessaire pour produire cette marchandise.

1.2. Le capitalisme chez Marx.

Pour Marx, le capitalisme est un rapport social dont les deux pôles sont deux classes aux intérêts antagoniques. Les capitalistes sont les propriétaires des moyens de production et leur objectif est d'accumuler plus de capital. Les ouvriers ne possèdent que leur force de travail qu'ils sont obligés de vendre aux capitalistes. La force de travail est ainsi une marchandise dont le prix est (le salaire) égal à sa valeur. C'est-à-dire la valeur des marchandises qui sont nécessaires à l'ouvrier pour qu'il puisse reconstituer sa force de travail. Le capitaliste qui achète cette force de travail dispose ainsi des fruits générés par ce travail qu'il vend pour son propre compte sur le marché.

1.3. Le circuit économique.

Le capitaliste avance une certaine somme d'argent qu'il utilise pour acheter le capital constant (machines) et du capital variable (main-d'œuvre). La production qui en découle donne naissance à une marchandise qui aura une certaine valeur. Celle-ci se réalisera lorsque la marchandise sera vendue et rapportera au capitaliste une certaine somme d'argent

(bénéfice). Pour Marx, le comportement du capitaliste ne peut se comprendre que s'il réalise un profit. Il pose alors la question suivante : D'où provient le profit ? Est-ce du capital constant ou du capital variable ?

1.4. La plus-value et l'exploitation de l'homme par l'homme.

Dans le cycle productif, il y a une marchandise qui crée plus de valeur qu'elle n'en a coûté. Marx considère que ce n'est pas un capital constant car les machines ne créent que du travail mort ou du travail cristallisé en machine. Pour lui seul la force de travail a la capacité de créer cette valeur. Or, le travail est acheté à sa valeur d'échange mais il est employé par le capitaliste au-delà du temps nécessaire pour produire l'équivalent de cette valeur. Le supplément de travail n'est pas rémunéré à l'ouvrier, c'est ce qu'il appelle le sur travail. La valeur, ainsi fabriquée, est appropriée par la capitaliste. C'est la plus-value. Lors de la vente sur le marché cette plus-value sera transformée en profit. Le capitaliste, pour accroître son profit, va chercher à augmenter la plus-value (soit en allongeant la durée de travail : plus-value absolue, soit en augmentant la productivité de travail : plus-value relative).

2. Les menaces pesant sur le capitalisme.

2.1. La baisse du taux de profit.

Dans la vision des marxistes, seul le salaire en tant que prix de vente de la force de travail est mérité. L'intérêt et le profit ont un caractère non mérité, car ils sont prélevés sur le revenu du travail. Ce prélèvement constitue la plus-value. Il est défini comme la différence entre le travail fourni par le travailleur et le travail payé ou le salaire qui correspond au minimum vital. A partir de la notion de la plus-value, on peut calculer deux taux : le taux de la plus-value et le taux de profit :

- Le taux de la plus-value :

Le taux de la plus-value = $\text{plus-value} / \text{capital variable}$.

Le capital variable est la partie du capital consacrée à l'achat de la force de travail c'est-à-dire à la rémunération des salaires.

- Le taux de profit :

Il correspond au rapport : $\text{plus-value} / (\text{capital constant} + \text{capital variable})$.

Le capital constant est le capital qui correspond aux biens intermédiaires et à l'équipement. Ce qu'il faut ajouter c'est que ce capital s'accroît à un rythme supérieur à celui du capital variable. Donc la partie productive du dénominateur incarnée dans la plus-value décroît relativement, d'où une diminution du taux de profit avec le temps. Dans la théorie marxiste, on parle de la baisse tendancielle du taux de profit qui conduit à la catastrophe totale du système capitaliste.

Le mécanisme peut être illustré de la manière suivante :

Soit :

- a) Une plus-value (p) de 10 et un capital variable de 100, donc le taux de plus-value est : $10/100 = 10\%$;
- b) Un capital constant également de 100. Le taux de profit sera de $10/100 + 100 = 5\%$;
- c) Un accroissement du capital variable et du capital constant respectivement de 50 et de 100%, le taux (p) reste le même alors que le taux de profit diminue :
 - 1- taux de plus-value = $15/150 = 10\%$;
 - 2- taux de profit = $15/150 + 200 = 4.28\%$.

2.2. La crise de suraccumulation de capital.

Le profit devient insuffisant pour rémunérer tout le capital investi freinant ainsi tout le cycle de capital. L'investissement et la production baissent entraînant une crise. Le chômage et la surproduction s'installent.

Ces deux menaces aboutissent à une crise de débouchés et à l'impossibilité pour le capitalisme d'ajuster l'offre et la demande. L'accumulation du capital constant dans le secteur des biens de production engendre indirectement une production de biens de consommation qui se heurte à la minimisation des coûts salariaux conduisant ainsi à une sorte de sous consommation ouvrière (baisse des revenus, baisse de la consommation qui débouche sur une crise de surproduction).

Section n°6 : La pensée keynésienne.

Keynes présente une nouvelle conception de l'économie dans le but d'aider les gouvernements à prendre des mesures monétaires et fiscales qui permettent de mieux maîtriser les cycles économiques et d'en réduire les effets destructeurs.

1. Quelques points de la théorie keynésienne.

La théorie de Keynes se développe pendant une période où le capitalisme libéral a atteint une limite et aboutit à une crise majeure, c'est la grande dépression des années 1930. Les économies nationales se referment sur elles-mêmes et l'État ne peut qu'intervenir pour essayer d'enrayer la spirale de récession, de faillites, de chômage massif ; c'est l'époque des politiques de relances mises en œuvre et financées par l'État.

Une théorie macroéconomique dans un cadre national et à court terme : L'analyse économique libérale est essentiellement fondée sur l'étude de comportements d'agents individuels, c'est une approche dite microéconomique. L'analyse keynésienne concerne des données globales (emploi global, demande et offre globale, investissement global, etc.) et les relations qui existent entre elles. Elle concerne un large domaine de l'économie, il s'agit de macroéconomie. Keynes conçoit l'économie comme un système dans lequel circulent des flux. Il raisonne dans un cadre national, il s'intéresse aux équilibres entre des flux de biens, de revenus et de dépenses à l'intérieur de l'économie nationale. Il raisonne à court terme parce que : "A long terme nous serons tous morts".

Épargne égale investissement. La crise des années 1930 montre clairement que le problème de l'équilibre est plus complexe que ce qu'en disent les théories libérales. Keynes approfondit le problème de l'épargne, elle est une part de revenus qui n'est pas consommée, pour que le système puisse alors s'équilibrer cette épargne doit être investie, c'est-à-dire essentiellement prêtée contre intérêt ou cédée contre des droits de propriété (actions). Si pour les économistes libéraux l'épargne était naturellement destinée à être investie. Ce n'est pas le cas pour Keynes. Il existe une part de monnaie épargnée qui n'est pas investie. Elle est fonction de "la préférence à la liquidité" qui peut concerner les divers acteurs économiques. Cette préférence est motivée par diverses raisons qui peuvent concerner aussi bien la spéculation, que l'inquiétude devant un proche avenir économique incertain. Quoi qu'il en soit, cette thésaurisation est un facteur de déséquilibre naturel du système.

2. La politique keynésienne.

Keynes présente une nouvelle conception de l'économie dans le but d'aider les gouvernements à prendre des mesures monétaires et fiscales qui permettent de mieux maîtriser les cycles économiques et d'en réduire les effets destructeurs.

Keynes ne rejette pas l'économie de marché. Il s'oppose aux économistes néoclassiques en particulier sur le fait que pour lui l'économie de marché laissée à elle-même ne permet pas d'assurer automatiquement le plein-emploi.

En effet, la demande effective adressée aux entreprises peut être insuffisante pour assurer la pleine utilisation de tous les facteurs de production : il y a contrainte de débouchés pour les entreprises. La production s'ajustant à la demande, il y a bien équilibre, mais de sous-emploi.

Keynes préconise donc une intervention de l'État pour réguler la demande globale de produits de façon à l'amener à un niveau compatible avec le plein-emploi. L'intervention de l'État peut favoriser la demande de diverses manières, d'abord par des mesures sociales, le revenu joue chez Keynes un rôle régulateur et un minimum de redistribution sociale permet d'entretenir une consommation des ménages les plus défavorisés. Sinon en cas de conjoncture difficile on peut favoriser la relance par de faibles taux d'intérêt, ou bien par un investissement de l'État financé par du déficit budgétaire, c'est la politique de "grands travaux". Ces dépenses entraînent du travail et des revenus qui sont, à court terme, aptes à relancer l'économie et à permettre un retour vers la croissance et le plein-emploi.